



## Plan de paix à Gaza : le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce aujourd'hui

### Description

*Près d'un mois et demi après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans la bande de Gaza, le Conseil de sécurité doit valider ce soir la proposition de résolution américaine sur le partage et la gouvernance de l'enclave palestinienne. Le caractère impérialiste de ce plan élaboré sans les Palestiniens, principaux concernés, et les velléités colonisatrices israéliennes interrogent la durabilité du cessez-le-feu.*

Par RM pour l'Agence Média Palestine, le 17 novembre 2025.

*art*

# Plan de paix américain pour Gaza : Le Conseil de sécurité des Nations Unies se prononce aujourd'hui

C'est est l'avancée nécessaire au passage à la seconde étape de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza. La résolution américaine, basée sur [le plan de partage de l'administration Trump présenté à la fin du mois de septembre](#), sera discutée et votée ce soir au Conseil de sécurité de l'ONU. Au cœur des débats se trouve entre autres le déploiement d'une Force de Stabilisation Internationale (FSI).

Ce texte sera soumis au vote du Conseil de sécurité à 23 heures (heure de Paris) aujourd'hui. Il mentionne pour la première fois l'éventualité d'un Etat palestinien, après l'AFP qui a pu consulter cette nouvelle mouture. Une modification qui n'est pas du tout au goût du gouvernement israélien, farouchement opposé à la création d'un état indépendant pour les Palestiniens.

### **Intervention internationale et démilitarisation de Gaza**

Dans la proposition débattue ce soir, on retrouve plusieurs éléments présents dans le plan en vingt points de Trump sur lequel se base ce nouveau texte.

La création d'une FSI devrait être entendue. Elle serait chargée de veiller à la sécurisation des frontières partagées avec Israël et l'Égypte (le point de passage de Rafah, toujours fermé à ce jour), en coopération avec les gouvernements de ces pays. Son rôle consistera aussi à organiser la démilitarisation de la bande de Gaza.

Pour ce faire, il va falloir régler la question épineuse du désarmement des groupes armés non étatiques comme le Hamas. Une mesure souhaitée par Israël notamment mais que la majorité des Palestiniens désapprouvent. C'est cette FSI qui devra occuper de cette question, ainsi que de la protection des civils et de la formation d'une police palestinienne.

A quelques heures du vote de ce projet de résolution au Conseil de sécurité, la composition d'une telle force avec des responsabilités majeures n'est pourtant toujours pas déterminée.

Ce texte marque sans aucun doute une victoire diplomatique pour l'administration Trump, qui revendique cette position d'acteur de la paix, bien que les politiques américains ont soutenu le génocide à Gaza depuis deux ans, qu'ils soient les gouvernants aujourd'hui ou hier (Biden avait à la fin 2023 soutenu le droit d'Israël à se défendre après les attaques du 7 octobre).

Autre point évoqué dans le projet américain discuté ce soir : la création d'un comité de la paix avec un mandat jusqu'au 31 décembre 2027. Ce comité ferait office d'organe de gouvernance de transition en attendant la forme de l'Autorité palestinienne. Il serait présidé par Donald Trump, conformément au plan en vingt points initialement défini par son administration.

### **Imposer une tutelle étrangère**

Le projet de résolution se heurte à la critique de plusieurs groupes palestiniens, notamment concernant le caractère impérialiste du texte. Le Hamas a rétorqué et condamné un plan

---

qui *â??reviendrait Ã confier la gouvernance et la reconstruction de Gaza Ã un organisme supranational, privant ainsi les Palestiniens de leur autonomie, et ont qualifiÃ© les projets de crÃ©ation dâ??une force internationale dâ??imposition dâ??une tutelle ÃtrangÃ¨re.â?•*

MÃªme colÃ¨re pour le *Palestinian Youth Movement*, qui a dÃ©clarÃ© sur X : *â?? Nous rejetons la tentative amÃ©ricaine et impÃ©rialiste, Ã travers cette rÃ©solution du Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies, de rÃ©habiliter et de renforcer davantage le projet sioniste en Palestine et dans tout le monde arabe. Nous appelons les personnes de conscience partout dans le monde Ã poursuivre la lutte contre cette rÃ©solution et tout ce quâ??elle reprÃ©sente.â?•*

Comme dÃ©taillÃ© dans les colonnes dâ??Al Jazeera, les Palestiniens ont Ã©tÃ© mis Ã lâ??Ã©cart dÃ©s le dÃ©part dans tous ces projets de plan pour la paix sur leur propre territoire : *â?? Des critiques ont Ã©tÃ© formulÃ©es selon lesquelles les voix et les aspirations palestiniennes ont Ã©tÃ© mises de cÃ´tÃ© dans tout le spectacle entourant le plan de Trump pour Gaza depuis son lancement, qui sâ??est accompagnÃ© de la fanfare habituelle du prÃ©sident amÃ©ricain â?•.*

Lâ??administration amÃ©ricaine, forte du soutien accordÃ© par plusieurs pays arabes Ã son plan (les EAU, le Qatar ou encore lâ??Egypte), ne mÃ©che pas ses mots, Ã lâ??image de cette dÃ©claration de lâ??ambassadeur Ã lâ??ONU Mike Waltz : *â?? Tout refus de soutenir cette rÃ©solution est un vote en faveur de la poursuite du rÃ©gime des terroristes du Hamas ou en faveur de la reprise de la guerre avec IsraÃ«l, condamnant la rÃ©gion et sa population Ã un conflit perpÃ©tuel â?•.* Le message est clair : *câ??est nous ou le chaos.*

Ce dimanche, plusieurs groupes de rÃ©sistance palestiniens dont le Hamas ont appelÃ© lâ??AlgÃ©rie, membre non-permanent du Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU, Ã agir grÃ¢ce Ã sa voix temporaire ce soir pendant le vote : *â?? Nous lanÃ§ons un appel sincÃ¨re et fraternel Ã la RÃ©publique algÃ©rienne, Ã son gouvernement et Ã son peuple, afin quâ??ils continuent Ã adhÃ©rer Ã leurs positions de principe en faveur de la Palestine et Ã leur rejet catÃ©gorique de tout projet visant lâ??identitÃ© de Gaza et le droit de notre peuple Ã lâ??autodÃ©termination.â?•*

Dans ce mÃªme communiquÃ©, le dÃ©ploiement dâ??une force de stabilisation internationale est dÃ©crit comme *â?? une nouvelle tentative visant Ã imposer une autre forme dâ??occupation sur notre territoire et notre peuple, et Ã lÃ©gitimer une tutelle ÃtrangÃ¨re â?•.* Quoiquâ??il en soit, tous les pays favorables Ã la crÃ©ation de cette force ont affirmÃ© quâ??ils y participeraient uniquement dans le cadre dâ??un mandat international de lâ??ONU.

De son cÃ´tÃ©, IsraÃ«l continue de refuser le dÃ©ploiement dâ??une force dans laquelle des troupes turques seraient parties prenantes, bien que le pays a jouÃ© un rÃ´le important dans les nÃ©gociations pour atteindre un cessez-le-feu.

### ***Un Etat palestinien impossible pour IsraÃ«l***

Si la majoritÃ© du contenu de la proposition de rÃ©solution discutÃ©e ce soir reste un calque du plan de paix imaginÃ©e par lâ??administration Trump, une modification lÃ©gÃ¨re de ce texte apparaÃ®t dans la derniÃ¨re version du projet, mais qui pÃ¨se symboliquement trÃ¨s lourd : *â?? Les conditions pourraient finalement Ãatre en place pour un chemin crÃ©dible vers une autodÃ©termination palestinienne et un statut dâ??Etat â?•.*

Une disposition inenvisageable pour le gouvernement israélien et son chef Benjamin Netanyahu. Ce dernier a rappelé hier : *« Notre opposition à la création d'un Etat palestinien sur quelque territoire que ce soit n'a pas changé. [à?!] Gaza sera d'armée et le Hamas sera d'armée, que ce soit par la manière douce ou par la manière forte. Je n'ai besoin ni de renforts, ni de tweets, ni de leçons de la part de qui que ce soit ». Une réponse sans équivoque qui renforce l'instabilité d'un cessez-le-feu pour le moins illusoire.*

En réalité, Netanyahu est lui-même sous la pression de l'aile droite de son gouvernement, notamment des figures d'extrême-droite telles qu'Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Ce dernier s'est exprimé sur X, exigeant une réaction claire du chef du gouvernement israélien : *« Formulez immédiatement une réponse appropriée et décisive qui fera clairement comprendre au monde entier qu'aucun État palestinien ne verra jamais le jour sur les terres de notre patrie. »* Il avait accusé Netanyahu d'être resté silencieux après la reconnaissance de la Palestine par plusieurs pays au mois de septembre.

Dans le même temps, Ben Gvir qualifiait l'identité palestinienne d'*« invention »*. L'actuel ministre israélien de la Sécurité nationale avait d'ailleurs déclaré que son parti Otzma Yehudit ne ferait partie d'*« aucun gouvernement qui accepterait »* la création d'un Etat palestinien.

Du côté de l'état-major israélien, les déclarations va-t-en guerre se multiplient, alors même que le cessez-le-feu est officiellement en vigueur. Le chef de l'armée Eyal Zamir a affirmé hier : *« Nous devons être prêts à lancer une offensive pour occuper des zones de l'autre côté de la ligne jaune ». Cette ligne jaune délimite les franges de la bande de Gaza sous contrôle israélien depuis l'accord du 10 octobre. Pour Eyal Zamir, il faut « insister sur le fait que le Hamas ne pourra pas s'installer de l'autre côté de la frontière [à?!] Nous y parviendrons par la voie de l'accord ou par la force ». Une affirmation de plus qui suggère un cessez-le-feu sans aucune valeur aux yeux de l'Etat génocidaire israélien.*

Le vote de ce soir, même s'il débouche sur la validation du projet américain pour Gaza, ne marquera pas la fin du génocide et de la colonisation en Palestine. Le *Palestinian Youth Movement* persiste : *« Le peuple palestinien de Gaza a tout sacrifié pour préserver son droit à rester sur sa terre et à déterminer son propre destin et son propre avenir. Nous ne devons pas nous laisser bercer par un faux sentiment de complaisance. La lutte se poursuit pour obtenir un embargo sur les armes, des sanctions et le plein droit au retour et à l'autodétermination, de la mer au Jourdain »*.

**date création**  
2025/11/17